

La voix de l'Opposition de gauche

PS. Il en faut du "courage" pour vouer des millions de travailleurs à une vie misérable

19 septembre 2012

"On ne bâtit pas une politique en exploitant les frustrations, les inquiétudes, on conduit une politique en ayant du courage", a répliqué Bernard Cazeneuve dans l'émission *"Preuve par trois"*, Public Sénat/AFP.

Pour Bernard Cazeneuve, il ne faut *"pas ajouter de la crise à la crise"* au risque d'entamer la *"crédibilité"* de la France, *"dans l'adversité, face à des gouvernements conservateurs et face aux marchés qui attaquent les Etats en encourageant parfois la spéculation"*.

"Je dis à Pierre Laurent (secrétaire national du PCF, NDLR) qui développe l'idée qu'il pourrait y avoir une renégociation de ce traité (...) que demander ça aujourd'hui, c'est bloquer le fonctionnement de l'Union européenne", a averti le ministre.

Cela conduirait aussi, selon lui, à *"bloquer les mécanismes de solidarité en faveur des pays qui souffrent, accélérer le paiement de la facture du redressement de l'économie et ajouter une couche de crise politique à la crise financière et monétaire"*. (AFP 18.09)

Le courage dont se targue ce casuiste, c'est de tourner le dos aux *"frustrations"* et aux *"inquiétudes"* légitimes qui découlent de ce traité chez les travailleurs qui en ont pris connaissance, le courage c'est aussi se placer délibérément au côté du capital pour lequel ce traité a été rédigé et qui en sera l'unique bénéficiaire. Il témoigne ainsi de quel côté de la barricade se situe le PS.

Il dit ici ouvertement qu'entre les *"frustrations"* et les *"inquiétudes"* des travailleurs d'un côté et *"face aux marchés"* de l'autre, il a choisi son camp.

Et ce n'est pas fini.

- Pour la chancelière allemande Angela Merkel entend obtenir la création en 2013 d'une convention chargée de réviser les traités européens dans le cadre des tractations en cours sous l'égide du président du Conseil européen, Herman Van Rompuy.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a quant à lui évoqué la semaine dernière la création d'une *"fédération d'Etats-nations"* par la révision des traités.

La porte n'est pas totalement fermée à une éventuelle révision des traités actuels.

"S'il faut aller au-delà de cela (...), alors la France est prête à faire ce saut", a expliqué Bernard Cazeneuve en reconnaissant des *"différences"* avec l'Allemagne.

"Si pour aller vers davantage de solidarité, il faut davantage d'intégration au-delà des traités actuels, alors il faudra des nouveaux traités." (Reuters 18.09)

La croissance était au TSCG, ce que la solidarité est à l'intégration de l'UE, un moyen pour justifier qu'on soutient toutes les décisions prises en amont par la Commission européenne et Berlin.